

Déclaration préalable au Comité Technique de l'Ardèche du 14 mai 2019

Monsieur le Président,

Encore une fois cette année, les agentes et les agents des Finances publiques étaient appelés à faire grève ce jeudi 9 mai dans le cadre de la journée intersyndicale « Fonction publique ».

Cette journée intervenait après plusieurs journées de mobilisation nationales, et de nombreuses actions au plan local (pétitions, distribution de tracts au public ...), tournées vers la défense des missions, des structures et des agents des Finances publiques et contre le projet de réforme de la Fonction publique.

Une nouvelle fois les agents de l'Ardèche se sont mobilisés à plus de 42 % avec Aubenas, Le Cheylard, Coucouron et Villeneuve de Berg fermés au public cristallisant ainsi la grande inquiétude des agents sur leur avenir professionnel et personnel.

Nous rappelons que pour Solidaires Finances Publiques, le projet de loi du gouvernement est particulièrement néfaste tant pour les fonctionnaires que pour les usagers. En organisant la déréglementation (via notamment la suppression de nombreuses instances), en voulant recruter des contractuels en lieu et place d'emplois statutaires, en imposant des dispositifs de rupture conventionnelle et de mobilité forcée, le gouvernement veut imposer une réforme brutale. Celle-ci ne bénéficiera pas aux salariés du privé ni à la population.

En effet, tout cela s'inscrit :

- dans une logique profonde d'harmonisation sociale par le bas que les « lois travail » ont déjà engagée,
- dans une approche qui privilégie la pression salariale,
- dans le cadre d'une paupérisation accrue de l'action publique et des mécanismes redistributifs (fiscaux et sociaux),
- plus largement, dans un mouvement de négation profond des principes (neutralité, égalité de traitement, accessibilité) et du rôle du service public.

La DGFIP est particulièrement touchée : aux suppressions d'emplois et aux restructurations de services s'ajouteront des externalisations de missions. Loin de reconquérir les territoires, les projets gouvernementaux éloigneront davantage les services des Finances publiques de la population. Avec des dégâts humains considérables, tant pour les agents, qui seront amenés à travailler plus loin de chez eux, et dans de moins bonnes conditions, que pour les usagers, qui verront les services s'éloigner.

La situation au 1er septembre 2019 est déjà catastrophique suite aux résultats des différents mouvements de mutations.

Ainsi pour l'Ardèche, sans tenir compte des absences telles que congé maladie, congé maternité, absences syndicales et mutualistes etc la situation des effectifs est la suivante :

catégorie	A	B	C	Total
effectifs	-1,6	-10,4	-3,6	-15,6

Ainsi tous grades confondus et hors affectation des ALD (10,6 ETP) la situation des RAN est la suivante :

RAN	Annonay	Aubenas	Privas	Le Teil	Tournon	Total
effectifs	-2,6	-6	-5,1	-4,6	-7,9	-26,2

Comment pensez-vous pallier ce sous effectif chronique en Ardèche alors que les services sont déjà à l'os et n'arrivent plus à assumer la totalité de leurs tâches ?

Après le 5 février, le 7 mars, le 2 avril, le 9 avril, le 11 avril, le 16 avril, le 19 avril et le 2 mai, nous venons une nouvelle fois, en tant que représentants des personnels, vous demander de la «transparence» sur votre vision des services en Ardèche pour la période 2020-2022 et les conséquences sur les emplois.

Les agents sont en pleine réflexion sur les mouvements locaux, et doivent remplir leurs fiches de vœux sans savoir les services qui demeureront dans l'avenir, sans connaître les réformes de structures qui sont dans les tuyaux.

Quid des trésoreries du département ? Quid des SIE ? Quid des SIP ? Quid des SPF ? Quid du Cadastre ? Quid des pôles spécialisés ? Quid des services de direction ?

Quid du vivre et travailler au pays en Ardèche ?

Sans réponse de votre part, une fois encore, nous ne participerons pas à ce CT conformément à la décision de l'intersyndicale nationale Solidaires, CGT et FO de suspendre toute participation au dialogue social local et national.